

Prolétaires de tous les pays, nations et peuples opprimés unissez-vous !

# Le quotidien du peuple

Organe central du PARTI COMMUNISTE REVOLUTIONNAIRE marxiste-léniniste

MARDI 31 OCTOBRE 1978 - N° 780

Commission paritaire N°56 942 Tel. 636.73.76

2, 00 F.

## Le peuple iranien à l'assaut de la dictature

- Les ouvriers de la raffinerie d'Abadan à nouveau en grève
- Manifestations massives dimanche
- L'Ayatollah Khomeiny multiplie les appels à la lutte



«LEGITIME DEFENSE»

### Cette peur qui fait rêver de l'Etat fort

Il y a une semaine : un homme entend du bruit dans sa cuisine, saisit sa carabine, tire sur le cambrioleur... et tue son fils âgé de huit ans. L'été dernier, un automobiliste accidenté trouve la mort en demandant du secours à une maison isolée.

Confronté à ce genre de faits, monsieur Romério, président de l'«Association Légitime Défense», estime : «C'est la malchance».

Que signifie l'apparition de ce groupe, à quoi tendent les campagnes de presse sur ce sujet ? A partir d'aujourd'hui, *Le Quotidien du Peuple* ouvre le dossier.

Lire en page 5

Le mouvement populaire en Iran est à un tournant. Cependant que le Shah manœuvre en recul, en annonçant des mesures dérisoires comme le limogeage de 34 officiers supérieurs de la SAVAK. La lutte du peuple iranien prend une nouvelle ampleur, par la multiplication des grèves et des manifestations samedi et dimanche. Un sommet des chefs de l'opposition s'est réuni dimanche dans la banlieue parisienne autour de l'Ayatollah Khomeiny : celui-ci envisage comme de plus en plus probable un appel au déclenchement de la lutte armée et rejette toute tentative de médiation avec le régime du Shah.

Lire en page 6

## SONACOTRA HALTE A LA REPRESSION

La mobilisation dans les foyers en lutte a pris un bon départ. Samedi, deux manifestations ont regroupé des centaines de résidents et de travailleurs, tous unis contre la politique de la trique que Stoléro veut mettre en application. A Metz, des délégations de presque tous les foyers lorrains sont venues se joindre à la manifestation. A Reims, ils étaient 300 dans les rues de la ville. Le comité de coordination appelle à une très large mobilisation contre la répression.

Lire en page 4

Manifestation  
à Paris  
samedi 18 novembre  
à Barbès

## Les éboueurs parisiens contre Chirac

Les éboueurs parisiens poursuivent leur lutte. Après avoir organisé une série de grèves par catégorie, ils ont découpé la capitale en trois secteurs où ils ne ramassent pas les ordures à tour de rôle.

Chirac avait promis de satisfaire les revendications l'année dernière, mais il ne tient pas ses promesses. C'est pourquoi les éboueurs ont repris la lutte.

Au lieu de négocier, Chirac a choisi une fois de plus la politique de force. On apprendra dimanche soir que des unités militaires avaient été amenées à Paris pour remplacer les grévistes.

Lire en page 4

## L'Express : tribune pour un nazi

L'Express ne craint pas la pourriture : cet hebdomadaire publie une interview de Louis Darquier de Pellepoix, qui fut commissaire aux questions juives du gouvernement collaborateur de Vichy, et à ce titre responsable de la déportation de 75 000 Juifs, notamment de la rafle du Vélodrome d'Hiver. Cet immonde personnage affirme notamment que les chambres à gaz étaient des inventions pures et simples de la «propagande juive». Réfugié en Espagne, condamné à mort par contumace en 1947, il n'a jamais fait l'objet d'une demande d'extradition. Et il se vante d'avoir longtemps entretenu «les meilleures relations avec l'ambassade de France à Madrid», qui l'invitait parfois à ses réceptions, ignoble.

Le Quotidien du Peuple  
gravement menacé  
25 millions  
pour  
votre quotidien !

Lire en page 3

# Tribune de discussion pour le 3<sup>e</sup> Congrès du Parti Communiste Révolutionnaire m-l



La tribune de discussion pour le 3<sup>e</sup> Congrès du PCR ml est ouverte aux organisations du Parti, à ses sympathisants et ses amis. Dans ce cadre, les nombreuses contributions qui sont attendues pourront être publiées selon l'ordre et l'intérêt de la discussion. Le camarade Jacques Wandler, membre du Comité central et chargé par lui de cette tâche, répondra chaque fois que cela sera utile à ces contributions pour éclaircir le sens des modifications dans le projet et éventuellement, les développer.

## A propos des «nouveaux mouvements»

Dans les deux ans qui se sont écoulés depuis le dernier congrès le courant écologiste et le mouvement des femmes ont tenu une certaine place sur la scène politique. A droite et à gauche on s'est soudain préoccupé de ces mouvements en tentant vainement de les récupérer. Aussi est-il important pour les communistes d'analyser et de mesurer précisément leur caractère progressiste.

Celui-ci est tout d'abord à relier à une situation politique précise. En effet, alors que les luttes de la classe ouvrière connaissent un certain reflux et que l'essentiel de l'actualité était centrée sur la lutte «droite ou gauche» ces mouvements, comme le souligne *Front Rouge* N° 3 «Quel front construire aujourd'hui?», ont joué un rôle objectivement subversif dans la mesure où ils ont refusé d'inscrire leur lutte dans le cadre de l'affrontement des deux coalitions bourgeoises. Dans ce contexte politique précis, leur volonté d'autonomie, leur rejet de toute «récupération» prenaient un caractère progressiste.

D'autre part, ces mouvements ont affirmé leur aspiration à une autre société différente à la fois de la société impérialiste et du capitalisme d'Etat du PCF, même si les contours de cette société restent flous.

Ces deux points définissent leur caractère progressiste. Une telle appréciation est importante dans la mesure où elle condamne toute position dogmatique et sectaire réduisant ces mouvements à leur base de classe petite bourgeoise. Elle fixe comme tâche aux communistes non seulement de gagner au

marxisme-léninisme les éléments les plus conséquents de ces mouvements mais de faire converger ceux-ci avec les luttes de la classe ouvrière afin de constituer un front contre l'hégémonie révisionniste-réformiste.

Mais cela implique également une démarcation avec tout opportunisme ou suivisme vis-à-vis de ces mouvements. Le rôle des communistes est en effet décisif dans la constitution de ce front, aussi la claire conscience des limites de ces mouvements et de leur avenir est-elle aussi nécessaire.

● Il existe des limites communes au courant écologiste et au mouvement des femmes : tout d'abord la manière dont ces mouvements ont tendance à apprécier leur caractère nouveau est souvent erroné. Cela est surtout vrai pour le courant écologiste et en particulier sa direction parisienne, qui après ses succès aux élections municipales de 1977 s'est illusionnée quelque peu sur son propre avenir historique en tant que courant radicalement nouveau dépassant les «vieux schémas» et allant pour certains jusqu'à «transcender la lutte des classes».

● Il existe une «sensibilité» commune au courant écologiste et au mouvement des femmes face à l'oppression que cette société fait subir dans la vie quotidienne. Cette préoccupation pour le «vécu quotidien» dénonce justement des faits d'oppression qui jusqu'à présent étaient largement passés sous silence par les partis bourgeois mais elle n'en est pas moins exempte d'ambiguïté.

Elle peut aboutir en effet à mettre la classe ouvrière sur le même plan que les autres classes

sociales. C'est ainsi que pour les écologistes la classe ouvrière et souvent «noyée» dans la catégorie des «consommateurs» ou des «usagers». Quant au mouvement des femmes, s'il a été amené à prendre des positions se réclamant de la lutte de classe, il n'empêche que c'est avant tout sous l'angle des problèmes spécifiques des femmes que les problèmes de la classe ouvrière sont envisagés et ce «spécifique» revient parfois à oublier l'essentiel.

● D'autre part cette préoccupation sous prétexte de concret a parfois tendance à rejeter en bloc comme «dogmatique» toute analyse résultant ces faits d'appréciation à leur juste place dans l'ensemble de la crise de la société impérialiste. En s'appuyant sur une certaine vision caricaturale de la théorie marxiste que donnent le PCF ou le dogmatisme stérile d'une parti de «l'extrême gauche» on peut ainsi être amené à rejeter toute analyse de classe. C'est ainsi que pour une partie du courant écologiste la lutte contre le capitalisme s'est rendue secondaire au profit d'une lutte plus globale ou plus «fondamentale» contre le productivisme, ce «productivisme» effaçant toute différence entre pays impérialiste et pays socialiste. Et pour le mouvement des femmes, s'il est question de lutte contre le capitalisme, cette lutte s'inscrit elle aussi dans un cadre plus global : la «société patriarcale». Il est vrai que dans ce mouvement les tendances ouvertement sexistes ont connu un certain déclin, mais la problématique de type féministe faisant de la «domination masculine» l'axe de lutte privilégiée semble

encore dominer. Cette idéologie féministe fait aujourd'hui appel à un certain langage révolutionnaire, parle de lutte de classe mais donne une vision fautive des rapports réels existant dans la société en accordant pratiquement une telle place à la contradiction homme-femme que celle-ci dans les faits est bien souvent considérée comme principale.

● Si ces mouvements mettent l'accent sur les luttes, la préoccupation pour le «changement des mentalités» tient une place importante que ce soit sous la forme de la lutte entre l'idéologie phalocratique «ou contre notre orgueil d'espèce dominatrice face à la nature». Cela peut aboutir pour une partie de ces mouvements à rechercher avant tout une «autre manière de produire, de consommer, de vivre», ou «de nouveaux rapports entre les gens et les sexes», qui, s'ils sont significatifs de la crise idéologique n'en sont pas pour autant subversifs, la bourgeoisie étant capable en la matière de se montrer fort «libérale».

● Enfin, pour ces mouvements, la classe ouvrière de laquelle ils sont généralement coupés se confond parfois avec l'image déformée qu'en donnent les directions syndicales et les partis de gauche. Aussi, s'il existe de nombreux points de démarcation avec le révisionnisme celle-ci est souvent inconséquente.

Ce sont là quelques points qui bien évidemment ne peuvent rendre compte complètement de ces mouvements mais en soulignent des limites bien réelles alors que celles-ci sont généralement passées sous silence. La position du PCF est d'ailleurs

significative : après s'être opposé farouchement à ces mouvements dans la dernière période, il a fait preuve de la plus plate démagogie à leur égard. Quant aux groupes trotskystes ils font preuve du plus grand suivisme vis-à-vis du mouvement des femmes qu'ils tentent du reste de noyauter.

Enfin, ces «nouveaux mouvements» sont en partie révélateur de la crise qu'a traversé une partie de l'extrême gauche depuis 2 ans. De manière générale les discours les plus confus qui ont pu se faire jour au sein de ces mouvements ont pu avoir un semblant de réalité durant ces deux dernières années où l'autonomie de la classe ouvrière n'a pas pris corps sur le terrain des luttes. Certains ont même poussé la confusion jusqu'à confondre l'incapacité d'une partie de l'extrême gauche à faire fusionner la théorie révolutionnaire avec le mouvement ouvrier avec la faillite d'une perspective révolutionnaire en France.

Ils ont pu ainsi s'illusionner sur ces nouveaux mouvements.

Aujourd'hui, la conjoncture politique dans laquelle ces thèmes les plus confus ont pu avoir un semblant de réalité s'est modifiée, la classe ouvrière a commencé à reprendre l'offensive sur le terrain des luttes.

Les conditions sont ainsi plus favorables pour qu'une partie de ces mouvements se range aux côtés des luttes ouvrières, et que puisse se forger «une hégémonie nouvelle capable de cimenter un bloc de forces politiques œuvrant à la révolution socialiste.»

L. L. LILLE

### En bref... En bref... E

#### ● La petite phrase de Séguy

Au 52<sup>e</sup> congrès de la CGT du Tarn, Séguy a commis sa petite phrase annuelle : «*le mécontentement est tel que les choses pourraient aller plus vite qu'on se l'imagine*». Séguy a annoncé également une manifestation nationale de la CGT pour le 15 novembre.

#### ● 13 blessés pendant le récital

Au cours du récital de Fugain à Rouen 13 spectateurs ont été blessés par l'effondrement d'un gradin. Le chapiteau avait été monté par la troupe du chanteur.

#### ● Monory et l'agressivité des Français

«*Il faut que les Français consentent une pause dans l'évolution de leur pouvoir d'achat*» Ce n'est pas la première fois que le ministre de l'Economie fait une telle déclaration mais dans le passé il précisait que cette mise en garde s'adressait aux cadres. C'est pour le bien des Français a-t-il dit qu'il faisait cette déclaration car «*si nous poursuivons l'assistance des Français nous risquons de leur faire perdre le sens de l'agressivité*». Pas contre ce gouvernement, rassurons-le.

#### ● Un procès mérité

26 avocats poursuivent Jean Cau devant les tribunaux à la suite d'un article de l'éditorialiste de *Paris-Match*. Celui-ci avait écrit : «*Sont-elles trop fragiles face aux truands ?*». Les avocats affirment dans leur plainte que Jean Cau «*ne cesse d'accuser les femmes avocats de venir troubler le prétoire par leur affectivité, leur charme et leur vulnérabilité*».

#### ● Barre dans le sable

«*Nous ne remontons pas la pente*» déclare Debré dans une interview au *Point*. «*L'effort de Raymond Barre se perd dans le sable*». Cette déclaration confirme que l'ancien Premier ministre n'approuve que mollement la trêve de 6 mois avec le gouvernement décidée par Chirac.

#### ● 3<sup>e</sup> opéra à Paris

Le 20 mai le Châtelet à Paris fermera ses portes. Commenceront alors de coûteux travaux qui transformeront cet ancien théâtre populaire en opéra. Cela portera à trois le nombre de ceux qui existeront alors à Paris. C'est Alain Lombard, actuellement chef d'orchestre de l'Opéra du Rhin qui dirigera le nouvel Opéra.

Téléphonez au *Quotidien*  
636 73 76

# Le Quotidien du Peuple gravement menacé

## 25 MILLIONS POUR VOTRE QUOTIDIEN

Voici donc le total que nous sommes en mesure de publier aujourd'hui lundi. Il appelle quelques remarques. Et tout d'abord celle-ci : nous savons qu'il ne reflète pas encore l'important effort accompli ce week-end, ainsi que nous l'avions demandé la semaine dernière. Plusieurs échos venant de différentes villes nous ont fait savoir que notre appel a été entendu : visites auprès d'amis, de camarades de travail, de parents, mais aussi, beaucoup plus largement, porte-à-porte dans de nombreuses cités, collectes publiques, tout cela a été multiplié. Nous espérons pouvoir retranscrire le plus vite possible

ces initiatives. Mais d'ores et déjà, il semble bien qu'un pas important a été franchi vers les 25 millions.

Cependant, nous sommes quasiment à l'échéance fixée, et encore loin du total nécessaire. Nous présenterons dans notre prochain journal un point plus précis sur la situation. Nous faisons tout pour reporter encore certaines dettes. Même si cela s'avère possible, ce qui n'est pas encore établi, nous savons que ces sursis seront très courts. Et pendant ce temps, il nous faut continuer à

dépenser pour la parution régulière.

Il faut maintenir l'effort, *Le Quotidien du Peuple* n'est pas — loin s'en faut — hors de danger. Nous comptons sur tous pour que la mobilisation effectuée ce week-end ne souffre aucun relâchement.

Bien au contraire : sur la base des initiatives mises en œuvre samedi et dimanche, de leurs résultats et des améliorations à y apporter, les jours à venir, et particulièrement mercredi, doivent être mis à profit pour faire franchir un bond à la souscription.

<b>Tonnerre</b>	
GB. handicapé .....	20
Un couple de sympathisants .....	50
Une journée de vendanges .....	80
Une demi-journée de vendanges .....	40
<b>Auxerre</b>	
Un couple de professeurs .....	400
Un enseignant .....	200
Un cuisinier .....	500
Des professeurs .....	200
Un ouvrier .....	40
Une ouvrière .....	100
<b>Saint Briec</b>	
Ventes .....	44
<b>Rennes</b>	
Collecte au mariage d'un camarade .....	600
Des camarades de l'UCJR .....	120
Un intellectuel : gagné en travaillant cet été .....	950
Ventes .....	233,60
Soutien collecté .....	673
Ventes .....	200
Soutien .....	30
<b>Dinan</b>	
Un instituteur .....	150
<b>Nantes</b>	
Ventes .....	410
Des lecteurs .....	150
<b>Angers</b>	
Ventes .....	290
Une ouvrière, lectrice du <i>Quotidien du Peuple</i> .....	100
<b>Le Havre</b>	
Deux lecteurs .....	70
Une institutrice .....	50
<b>Malancourt</b>	
VF .....	150
<b>Muret</b>	
P. B-D .....	1 000
<b>Thionville</b>	
Un retraité SNCF .....	50
E.T. .....	500
<b>Saint Nicolas de Port</b>	
D.I. retraité .....	100
Un sidérurgiste .....	40
<b>Nancy</b>	
Vente de livres .....	100
Un étudiant .....	12
Des enseignants .....	20
Un ouvrier métallurgiste .....	100
Un ouvrier du bâtiment .....	10
<b>Neuves Maisons</b>	
Un ancien de la guerre d'Espagne, sidérurgiste en retraite .....	100
Un couple d'enseignants .....	20

<b>Merlebach</b>	
M. C. ....	100
<b>Longwy</b>	
C.I. ....	1 000
<b>Pau</b>	
A.B. ....	200
P.T. ....	1 000
Donné par mes parents .....	80
<b>Liévin</b>	
D.T. ....	150
<b>Drancy</b>	
Ventes .....	185
Ventes .....	180
<b>Malakoff</b>	
Sympathisant .....	300
Une camarade .....	150
<b>Paris</b>	
J.D. ....	100
R.D. ....	150
11 <sup>e</sup> -12 <sup>e</sup> .....	
E.B. ....	500
A. ....	50
Collecte .....	90
CC. ....	100
<b>19<sup>e</sup></b>	
Un machiniste RATP .....	500
Deux ouvriers de la SOPAD .....	30
<b>Besançon</b>	
J.-L. S. ....	200
<b>Yenne</b>	
P.V. ....	200
<b>Clermont-Ferrand</b>	
C.L. ....	600
<b>Acigné</b>	
D.T. ....	100
<b>Aix-en-Provence</b>	
S.T. ....	150
<b>Montpont</b>	
N.E. ....	300
<b>Châlons</b>	
P.B. ....	550

<b>Bobigny</b>	
Une infirmière .....	360
C.C. ....	20
<b>Boulogne</b>	
G.J. ....	50
<b>Levallois</b>	
Ventes .....	132
PCU, ....	350
<b>Gennevilliers</b>	
Collecte .....	250
Collecte .....	236
<b>Saint Ouen</b>	
Les ouvriers de Bonin en grève .....	30
Un camarade d'Alsthom .....	15
Un enseignant .....	100
Ventes .....	80
<b>Saint Denis</b>	
F.P. ....	35
Ventes .....	70
<b>Montreuil</b>	
Des sympathisants .....	200
Ventes .....	15
<b>Vitry</b>	
Un gréviste RATP .....	200
Vente d'objets .....	455
Vente .....	6
Vente .....	20
Vente .....	18
Vente .....	16
<b>Sainte Geneviève</b>	
Des sympathisants .....	500
Collecte .....	640
<b>Massy</b>	
Collecte .....	300
<b>Total</b> .....	<b>19 655,60</b>
<b>Ancien total</b> .....	<b>70 648</b>
<b>Nouveau total</b> .....	<b>90 303</b>

**Pour les 25 millions du Quotidien du Peuple, je verse** ..... F.

**Nom :** .....

**Adresse :** .....

Etablir les chèques à l'ordre du *Quotidien du Peuple* : CCP ; centre Paris, compte N° 23 132 48 F  
Crédit Lyonnais : agence ZU 470 compte N° 7 713 J

### MARCHAIS AU CLUB DE LA PRESSE : GROS SABOTS

Dimanche soir, au Club de la Presse d'Europe 1, Marchais, visiblement peu en forme, s'est évertué à éluder les questions qui lui étaient posées, tant sur la situation actuelle que sur les perspectives à plus long terme du PCF. Marchais s'inquiète-t-il de la nouvelle répartition du pouvoir entre PS et PCF à la tête de la CGT ? Non, «Pour nous, il n'y a jamais eu de courroie de transmission». Qui en douterait ? Et si des militants du PCF ont des responsabilités importantes à la tête de la centrale syndicale, cela n'a rien d'étonnant : pourquoi pas leur interdire d'adhérer à une société de classes ou à un club de

pêche à la ligne» (sic !).  
Concernant la baisse enregistrée par le PCF lors des dernières élections partielles, M. Marchais s'est livré à une étude : les baisses aux législatives partielles sont compensées par des gains aux municipales et cantonales partielles. D'ailleurs, le PCF s'est renforcé : 120.000 adhésions cette année, 60 000 adhérents de plus qu'à la fin 1977. En d'autres termes, quelques 600 000 départs (au moins).  
Il a réaffirmé que «l'eurocommunisme se porte bien» au moment même où PCI et PCE d'un côté, PCF de l'autre, s'affrontent sur la question de l'élargis-

sement de l'Europe et des pouvoirs du Parlement européen. Divergences telles qu'on voit mal quelles initiatives communes le PCI et le PCF pourraient prendre à l'occasion de la campagne pour ces élections : Marchais n'a pas voulu donner de précisions sur ce point.  
Enfin, il n'y a pas, selon Marchais, de lignes différentes au sein du PCF. On sait qu'Elleinstein avait parlé d'une «troisième voie» entre le capitalisme et le régime des pays de l'Est. Marchais n'est pas au courant. «La réflexion du parti s'approfondit sur la base des orientations du 22<sup>e</sup>

Congrès» selon lesquelles «il n'y a que deux voies». On venait d'apprendre, dans *L'Humanité* de vendredi, que la *Nouvelle Critique* avait décidé de ne pas publier la suite de ses articles, qui donnaient la parole à des contestataires du PCF. Hincker, rédacteur en chef de la revue, explique que la décision a été prise par le comité de rédaction, au terme d'une «discussion franche et féconde» qui a duré quatre heures. La raison en est que cette publication a «été utilisée pour une campagne anticommuniste» par le journal *Le Monde* qui avait voulu «suggérer l'image d'un parti communiste divisé».

### CONGRES DE LA CGC : CONFUSION CHEZ LES CADRES

Les deux grandes tendances de la Confédération Générale des Cadres (CGC) se sont durement affrontées ce week-end au cours du Congrès extraordinaire de ce syndicat.  
La première tendance, celle qui est sortie vainqueur du duel est conduite par Charpentier, actuel leader de ce syndicat. La seconde par le porte-parole du syndicat de la métallurgie, des mines et du commerce. Le différend portait officiellement sur un contentieux touchant aux cotisations et à un abonnement obligé de tous les syndicats à la revue confédérale. Marchelli refusant de payer le montant des abonnements qui s'élève à plus de 134 millions de centimes... En fait, les véritables clivages passent par une divergence d'ap-

préciation portée par les deux responsables syndicaux sur l'attitude à adopter par rapport au gouvernement. Marchelli cherchant à se faire passer pour plus offensif et Charpentier comme un partisan de la concertation à tout prix.  
C'est finalement Charpentier qui a gagné puisque Marchelli a quitté le Congrès en annonçant son intention de faire annuler tous les votes par décision judiciaire... Charpentier pour sa part se déclarait satisfait du vote des résolutions. La plupart des congressistes ne garderont probablement de ce Congrès que le souvenir d'une journée où les sifflets, les huées et le chahut couvraient toutes les discussions.

## LUTTES OUVRIERES

Des unités militaires ramenées à Paris

## Les éboueurs ne cèdent pas

Les éboueurs parisiens poursuivent leur mouvement. A partir de lundi, les conducteurs de bennes ont commencé un mouvement tournant par tiers, divisant la capitale en trois zones où les ordures seront collectées à tour de rôle.

Chirac ne veut toujours pas entendre parler des revendications des éboueurs. On se souvient que l'année dernière, une longue grève avait abouti à un recul de la mairie, celle-ci s'engageant à respecter un plan pour la satisfaction des revendications des travailleurs du nettoyage parisien. Or, les promesses, ne sont pas tenues ; c'est ce qui a provoqué la colère des éboueurs et entraîné les mouvements de grève actuels.

Comme d'habitude, Chirac fait appel à l'armée, c'est-à-dire au contingent pour ce qui est appelé «opération aspirateur». Des unités de régiments différents ont été amenées en vitesse à Paris. Elles commencent à arriver dimanche soir. On tient un fin raisonnement aux soldats. Il ne s'agit pas, paraît-il, de «briser la grève» puisque, normalement, l'armée ne s'occupe pas de cela, non, il s'agit d'assurer «une tâche de salubrité publique», en ramassant les ordures sur les trottoirs de Paris.

La dernière fois déjà, il y avait eu des tiraillements ; des soldats avaient manifesté leur mécontentement de diverses façons. A ce petit jeu, Chirac pourrait avoir des surprises.

Achetez  
Le Quotidien du Peuple  
chaque jour  
dans le même kiosque

AZUR (Vincennes)

## «ON PRODUIT, ON VEND» DEPUIS UN MOIS

L'assemblée générale vote la poursuite

●Vendredi après-midi, les 140 ouvrières et ouvriers de chez Azur, qui poursuivent la lutte depuis cet été, avaient d'importantes décisions à prendre en Assemblée générale. La discussion, parfois très vive, a nettement renforcé la lutte, en précisant les objectifs et les moyens, la poursuite de l'occupation et de la production, sous leurs formes actuelles, a été votée. La destination de l'argent collecté, a été réaffirmée : permettre la popularisation de la lutte (moyens de propagande et déplacements), le paiement des stocks, pour assurer la production des madeleines. Enfin, l'AG a décidé de prendre en charge les transports des grévistes (carte orange).

Dans la grande salle du fond, l'AG convoquée pour poursuivre les débats engagés mardi commence. Tout le monde est en cercle autour des déléguées. Quelques femmes portugaises continuent à tricoter ou à faire du crochet, debout, ce qui ne les empêche pas de participer aux débats : pour plus de sécurité dans leur ouvrage, elles font passer le fil dans une épingle à nourrice fixée à l'épaule... Plus d'une fois, tout le monde veut parler en même temps. Les déléguées doivent souvent rappeler qu'on ne peut parler que chacun son tour...

Depuis une bonne semaine règne une certaine tension, difficile à faire exprimer clairement par les grévistes. Petit à petit, les choses se sont éclaircies et

quelques-uns sont allés jusqu'à exprimer des doutes sur l'opportunité de continuer la lutte sous cette forme, sans distribuer l'argent collecté. «A quoi donc sert cet argent ?» disent-ils.

En Français, en Portugais, le débat est lancé. Ceux qui s'occupent des commandes disent combien ça coûte, on fait la part des tracts. «Peut-on envisager de se payer avec l'argent qui reste ? Non, cela voudrait dire qu'il faudrait passer beaucoup plus de temps à la production, et surtout qu'on renonce aux indemnités de chômage, sans être sûrs de pouvoir donner à chacune de quoi vivre. Aujourd'hui, puisqu'on touche les deux mois de préavis, que signifierait de se partager l'argent qui reste ? On ne

veut pas être payés deux fois ! - On n'a pas remis les machines en route pour gagner cent francs ou deux cents francs de plus par mois, mais pour faire connaître la lutte. - C'est vrai qu'aujourd'hui, si même la radio a été obligée de parler de nous, c'est parce qu'on a repris la production. Si dans les boîtes on connaît notre lutte, c'est aussi parce qu'on a fait remarquer les machines, parce qu'on vend les madeleines. C'est bien à populariser l'action que ça doit servir, pas à autre chose...»

Longtemps, les arguments sont échangés. Quand il s'agit de voter, le résultat est clair : l'argent doit servir à populariser la lutte et à payer la marchandise. Tout le monde est d'accord pour que les comptes, le plus précis possible, soient présentés chaque fin de semaine à l'AG, et qu'on améliore la tenue du cahier. Toutes choses qu'il a fallu plus ou moins improviser jusqu'à ces jours, et dont les ouvrières n'avaient pas l'habitude.

Un débat qui s'est donc conclu positivement, et dont l'enjeu était bien l'avenir même de la lutte ; quand on voit les manœuvres

auxquelles se livrent certains à la Fédération CGT de l'alimentation : ils font courir des bruits sur cette question de l'argent, introduisent la suspicion auprès de leurs sections qui se sont engagées dans le soutien à Azur. Pourtant, dans la boîte même, l'unité s'est faite dans la lutte, et les ouvriers et ouvrières syndiqués CFDT ou CGT de chez Azur travaillent main dans la main ! Quel résultat visent ces manœuvres, sinon à faire cesser le soutien ? Un certain nombre de sections CGT, inquiètes, sont venues vérifier elles-mêmes, sur le terrain : elles ont pu constater à quel point ces rumeurs étaient non fondées, et ont décidé de poursuivre le soutien !

A l'issue de l'AG de vendredi, le sourire était revenu sur les visages après cette explication collective et les votes qui ont suivi. Il s'agit maintenant de poursuivre la popularisation de la fête qui doit avoir lieu dans l'usine, samedi 4 novembre tout l'après-midi. Venez nombreux soutenir les ouvrières d'Azur à cette occasion. (106 Rue de la Jarry, Vincennes, Métro Château de Vincennes).

Monique CHÉLAN

Reims

## 300 travailleurs français - immigrés au coude à coude contre la Sonacotra

A l'appel des résidents et du comité de soutien, c'est une manifestation remarquable par sa tenue et sa combativité, de plus de 300 personnes qui a parcouru les rues du centre ville samedi après-midi. Paris du foyer Siegfried où la mobilisation est la plus forte, le cortège s'est d'abord rendu au foyer Bienfait : répondant aux

prises de parole qui appelaient à renforcer la lutte, plusieurs dizaines de résidents rejoignaient la manifestation. «Sonacotra cédera», «Français, immigrés une seule classe ouvrière» «A bas les mesures Stoléru» «Non aux expulsions» : ce ne sont là que quelques uns des mots d'ordre qui ont été scandés et ont retenti pendant près de

deux heures dans les rues rémoises. Les travailleurs nombreux le samedi après-midi au centre ville ont réservé un bon accueil et apporté leur soutien aux résidents en lutte. Un représentant de la coordination nationale et un résident du foyer Bienfait faisaient avant la dislocation, une brève intervention, soulignant l'importance d'éviter la lutte aujourd'hui et ainsi de montrer à la Sonacotra que ce sont tous les résidents qui défendent leurs droits.

Après deux mois de grève des foyers Siegfried et Bienfait, cette première manifestation est un succès. La bonne participation des travailleurs français est aussi très encourageante pour la réalisation de l'unité des travailleurs français et immigrés contre la Sonacotra.

Cette initiative permettra de renforcer la lutte et aussi de l'éviter, préoccupation qui était au centre des discussions devant le foyer Siegfried avant le départ de la manifestation.

La prochaine réunion publique du comité de soutien se tiendra mardi 7 novembre, 20 h 30, salle municipale, Croix Rouge.

Correspondant

Foyers en grève

## Succès de la manifestation de Metz contre la répression

●1 500 personnes ont participé samedi après-midi, à Metz, à la manifestation de riposte contre les expulsions et les brutalités policières. Le 18 octobre, la police expulsait et saisissait les affaires personnelles de résidents de foyers SONACOTRA. Le soir, une manifestation de riposte était durement réprimée. D'autre part, d'autres arrêtés d'expulsion continuent à être prononcés par les tribunaux. Aussi les comités de résidents des 19 foyers en grève en Lorraine et le Comité de coordination appelaient-ils à cette manifestation. Par son ampleur, son unité, cette manifestation constitue une réponse à la politique de répression de la bourgeoisie et montre que les résidents ne céderont pas face aux menaces de cette bourgeoisie.

Samedi après midi, 15 heures : sur la grande place de Metz, les cars amenant les résidents des foyers de diverses villes de Lorraine, arrivent de Longwy, de Nancy, de Forbach ou de Merlebach de Strasbourg. Une fois formé, le cortège, protégé par un service d'ordre nombreux, se met en route. De nombreuses banderoles permettent de mesurer l'ampleur de cette lutte, le nombre de foyers représentés, l'unité sur les revendications et face à la répression. Les mots d'ordre expriment eux aussi cette volonté de poursuivre la lutte «la lutte, la lutte jusqu'à la victoire», «Sonacotra, AMLI, AFMO céderont», l'unité face à la répression «non aux expulsions» «non à la répression».

Mais cette lutte contre la répression, les brutalités policières ne concernent

pas que les résidents des foyers en lutte. Aussi, sur tout le parcours de la manifestation des tracts expliquant l'enjeu de la lutte seront distribués à divers endroits. Le cortège s'arrête pour une prise de parole devant le siège du *Republicain Lorrain* : la façon dont ce journal a relaté les faits lors de la manifestation du 18 octobre où 20 personnes ont été blessées, sera dénoncé.

Pour le *Republicain Lorrain* les tabassages de travailleurs dans les cars de police, c'est simplement des contrôles d'identité.

Dans d'autres endroits, c'est l'unité des travailleurs français immigrés qui sera affirmé remplaçant les attaques racistes, la répression contre les foyers dans la politique de la bourgeoisie de réprimer les luttes populaires «travailleurs français et immigrés, une seule classe ouvrière» fut scandé à plusieurs reprises. Une délégation du syndicat CFDT métaux Moselle et du syndicat de la métallurgie participaient à cette manifestation. On notait aussi la présence d'un certain nombre de jeunes et de lycéens. En affirmant cette volonté d'expliquer leur lutte, de renforcer le soutien, les résidents ont pu ainsi assurer la riposte. Le succès de cette manifestation assure un premier pas dans cette voie. Il peut permettre de lever certaines hésitations du syndicat CFDT ces jours derniers. La présence de représentants du syndicat CFDT constitue aussi un encouragement. Vive le comité de coordination ! Non aux expulsions ! La lutte jusqu'à la victoire !

Paris 20<sup>e</sup> (Usine Cartofac)  
Les travailleurs en lutte pour le maintien de leur emploi

La Cartofac, usine de transformation de cartonnage pour industrie alimentaire et de l'habillement est en liquidation judiciaire à la suite d'un jugement du 10 août 1978.

Les travailleurs, 40 personnes, ont décidé suite à la décision de fermeture de l'usine de mener la lutte avec leur syndicat CGT qui regroupe 30 d'entre eux.

Depuis le 2 octobre 1978, ils occupent l'usine pour obtenir, dans un premier temps, le paiement de toutes leurs indemnités. Au bout de quelques jours de lutte, les travailleurs ont déjà obtenu des succès :

- Prime de fin d'année
- Préavis payés le 17 octobre
- Paiement des pourcentages de majoration au titre de la réduction du temps de travail.

Satisfaits de ces premiers résultats, les travailleurs continuent la lutte car le problème reste en demeure : celui de leur emploi !

Correspondant 20<sup>e</sup>

Le Quotidien du Peuple  
Adresse Postale BP 225 75 924 Cédex 19  
Crédit Lyonnais Agence ZU 470, compte N° 7713 J  
CCP N° 23 132 48 F - Paris  
Directeur de Publication : Y. Chevet  
Imprimé par IPCC - Paris  
Distribué par les NMPP  
Commission Paritaire : 56 942

# «Légitime Défense» : cette peur qui fait rêver de l'Etat fort

Augmentation de la délinquance... peut-être, les chiffres là-dessus sont contradictoires et contestés. Campagne de peur de toute une série de milieux réactionnaires, montant en épingle un certain nombre de faits, certainement. Déjà, ce pâtissier qui abat dans le dos un cambrioleur de treize ans, ce garagiste qui piège un transistor dans sa maison de campagne sont pratiquement cités en exemple. Personne n'est content, au petit matin, de trouver sa mobylette envolée, son auto-radio arraché... Pour autant, devrions-nous suivre ceux qui, ici et là, prêchent aujourd'hui la «légitime défense» et dont les buts politiques, qui ne sont pas avoués, ne sont pas spécialement progressistes ?

Campagnes incessantes contre «l'insécurité», sévérité accrue des peines prononcées par les tribunaux de flagrants délits, augmentation des crédits pour la police, violentes attaques contre les droits de la défense, les avocats étant traités de «complices» des criminels, mise en place de l'espace judiciaire européen qui réduira à néant le droit d'asile, déjà bafoué par l'extradition de Croissant, bavures policières multipliées et toujours couvertes. On n'a vraiment pas l'impression que lâcheté, indulgence ou laxisme sont les maîtres mots de la politique gouvernementale en matière de sécurité. Une association pourtant est née qui trouve que cela ne suffit pas : «Légitime Défense».

Née officiellement le 13 janvier, «Légitime Défense» s'est fait connaître trois jours après, au lendemain de la tuerie de Sucy-en-Brie : Yves Maupetit et sa compagne avaient froidement assassiné un couple et blessé leurs enfants. En réalité, l'origine de l'association remonte plus loin.

## Seulement aider les victimes ?

Son premier acte public est de proclamer son intention d'aider les familles des victimes de malfaiteurs. Il est exact que légalement rien n'est prévu dans ce cas, notamment sur le plan financier. Selon François Romerio, président de «Légitime Défense», ce serait simplement pour réformer «le code de procédure pénale qui défavorise complètement les victimes dans le procès pénal» et «étudier le droit des victimes des crimes et délits» qu'aurait été constituée une petite association de juristes, magistrats, avocats, fonctionnaires de police et auxiliaires de justice.

Mais dès le départ, partie prenante des incessantes campagnes contre l'insécurité, l'association clame aussi sa volonté d'exiger une répression efficace des délits et explique : «Qu'est-ce donc que le fascisme ? Si c'est se défendre contre le mal et la violence, si c'est le flic qui joue son rôle, si c'est la défense contre les malfaiteurs, alors nous sommes tous des fascistes.»

Le battage organisé par «Légitime Défense» à l'occasion de certains procès montre aussi que les buts poursuivis vont bien au-delà de la simple aide aux victimes.

## Tous les honnêtes gens

Selon M. Romerio, cet «élargissement» s'est fait tout seul : «La bombe nous a éclaté entre les mains. Nous sommes devenus un

### François Romerio, de l'Indochine à la cour de sûreté de l'Etat

Petit, l'air aussi peu agressif que possible, François Romerio fait apparemment tout pour paraître «l'humaniste», «l'écologiste de l'être humain» qu'il se pique d'être. Cet «humaniste» a derrière lui en tout cas une connaissance directe des juridictions expéditives où les droits de la défense comptent peu. Un début de carrière en Indochine où, de juge, il devient commissaire du gouvernement à la Cour de justice, puis une nomination à la Cour de Douai. En 1963, il est nommé conseiller à la Cour de Sûreté de l'Etat, à peine créée. Dans cette juridiction dont les liens étroits avec le pouvoir sont connus, sa rapide ascension le mène premier président de cette Cour en 1965 ; devant lui passeront tour à tour militants guadeloupéens, bretons, militants de la Gauche prolétarienne...

véritable mouvement de masse qui se développe de jour en jour.» Pas de chiffre précis mais seulement l'indication qu'existent «à peu près partout des sections» avec des pointes à Marseille, Caen, Nancy, Mulhouse, Douai, Rouen.

Ce «rassemblement de tous les honnêtes gens contre tous les voyous» se veut naturellement «apolitique» puisque «le droit à la vie est un droit au-dessus des partis». Des affinités avec l'extrême-droite et le RPR ? Non, la preuve : «Nous avons écrit plusieurs fois à Chirac et il ne nous a pas répondu.» M. Romerio ajoute que toutes les tendances politiques se retrouvent à «Légitime Défense» : «A Bobigny, par exemple, nous avons beaucoup d'adhérents qui sont au PCF. Et qui sont d'excellents militants !» Quant au PS, «un conseiller municipal socialiste a fait appel à nous. On a mis ce brave homme en prison parce qu'il avait tué une espèce de brute ivre qui s'était jeté sur sa porte et voulait la défoncer.»

## Un groupe de pression

Forte de cette influence, réelle ou supposée, «Légitime Défense» aspire à lutter contre «le manque de fermeté de la politique gouvernementale» face à «la montée de cette petite voyoucratie qui fait peur.» La limitation rigoureuse des permissions de sortie : un succès, estime M. Romerio, inquiet pourtant que sa proposition d'amnistie pour les «bavures» ait été repoussée. Inquiet aussi que des députés aient proposé un projet contre la peine de mort : «Il est bien évident que s'ils se présentent, ils n'auront pas nos voix.» Un groupe de pression qui se défend de l'être : «En démocratie, comment faire autrement ? Nous ne sommes pas des révolutionnaires.» Indigné enfin que la police et la magistrature aient été «pénétrées par des éléments douteux dont il faudra bien les débarrasser.» Et M. Romerio ne cache pas qu'il vise là le Syndicat de la Magistrature, toujours «pour le voleur contre la police.» «Nous n'admettons pas qu'une certaine magistrature mette systématiquement en prison le brave homme que l'on est venu cambrioler, parce qu'il s'est défendu et a pris son fusil.»

## Le recrutement : au porte à porte

A ces braves gens, «Légitime Défense» propose des avocats. On pourrait se demander en effet comment se font les adhésions à une association qui ne dispose que d'une boîte postale peu connue depuis qu'elle a abandonné sa première adresse provisoire (le lo-

\* La réalité des faits est quelque peu différente. Le lundi 24 octobre à 19 h 30, Daniel Forestier, 28 ans, agent d'assurance, conseiller municipal socialiste à Clamecy (Nièvre), écoute de la musique chez lui avec des amis. Robert Cochemé, fils de l'un de ses voisins, dont il est d'ailleurs l'assureur, vient le voir. Il est en colère : la veille, son frère, victime d'une crise nerveuse, a été emmené par les gendarmes au centre hospitalier d'Auxerre. Il reproche à Forestier d'être à l'origine de cette intervention. Les amis de Forestier, un peu à l'écart, entendent soudain des coups de feu. Forestier tient une carabine 22 long rifle à la main. Il vient de tirer cinq balles à bout portant sur Robert Cochemé.

# Enquête sur une association au-dessus de tout soupçon

Par Claude ANCHER



cal du syndicat CFTC des corps en civil de la police nationale...). Le recrutement se fait au porte à porte : un crime, un cambriolage surviennent, aussitôt un représentant local de «Légitime Défense» va voir les victimes ou leur famille et propose de leur fournir gratuitement un avocat.

Une autre démarche consiste à demander à la police ou à la gendarmerie de faire de temps à autre une ronde chez tel ou tel vieillard isolé. En somme, «Légitime Défense» fait du «social» et prétend jouer «un rôle sécurisant.»

## Légitime défense préméditée

Mais il y a aussi et surtout les procès Legras, Gaillard, d'autres encore que l'association a utilisés comme autant de tribunes pour propager ses thèses. Proclamer haut et fort le droit à la «Légitime Défense», est-ce donc bien nécessaire puisque ce droit est inscrit dans le code pénal, article 329 ? Pour François Romerio, «d'abord cet article est très peu connu du grand public. Ensuite, il a été déformé par une certaine jurisprudence dont nous demandons le revirement. Par exemple, on dit : il faut qu'il y ait égalité entre l'attaque et la défense. Ça ne tient pas debout. Comment respecter l'égalité alors que l'attaque a l'initiative ?». Seulement voilà, plus que d'égalité, la jurisprudence parle de proportionnalité : un voleur qui dérobe un lapin dans la cour d'une ferme ne menace pas la vie du propriétaire. Si celui-ci l'abat d'un coup de fusil, il y a évidemment disproportion. De plus, dans les affaires qui ont fait la «réputation» de «Légitime Défense», il ne s'agit toujours exactement pas de cela.

Ainsi, pour Legras, l'avocat (de «Légitime Défense») a dû inventer une nouvelle notion : «La légitime défense préméditée». Sans être menacé directement, on peut tuer «à distance» avec un transistor piégé par exemple. Or, déjà, certaines armes, déclenchées automatiquement par l'ouverture d'une porte, ont été interdites par la loi. M. Romerio a beau prétendre qu'après tout, chacun est libre de faire ce qu'il veut chez soi, y compris tendre des pièges, cela ne supprime pas la question : la défense de biens personnels justifie-t-elle la mort d'un homme, fût-il cambrioleur, mort décidée au nom d'une «justice privée» ?

## Faits et méfaits de la justice automatique

— 23 août 1977 : des policiers poursuivent de jeunes délinquants à Châtenay-Malabry. Le brigadier Marchaudon blesse l'un d'eux, Mustapha Boukhezer, qui tombe, le visage contre terre, sans armes. Marchaudon s'approche et décharge son pistolet à bout portant dans le dos de Boukhezer. C'est la troisième bavure de Marchaudon. Même des syndicats de police demandent son inculpation. La Fédération professionnelle indépendante de la police crée un comité pour aider Marchaudon «à retrouver le moral, sa situation, une dignité.»

— 13 mars 1978 : avenue de Saint-Mandé, à Paris, un motard de la police, ivre, tue deux automobilistes. Inculpé, il plaide la légitime défense : il se croyait «menacé.»

— 25 avril 1978 : Legras, garagiste dans l'Aube, est jugé à Troyes. Il avait placé un transistor piégé dans sa résidence secondaire. Deux cambrioleurs la visitent en son absence. Le transistor explose, tuant un voleur, blessant grièvement l'autre.

— 28 juin 1978 : procès de Daniel Gaillard, défendu par M<sup>e</sup> Garaud. Commerçant à Briançon, Gaillard a abattu dans le dos un cambrioleur qui s'effuyait de son magasin. Selon Gaillard, son père lui avait semblé être menacé par le voleur. Le jury de Gap l'acquitte.

— 18 août 1978 : en Dordogne, après un accident, un automobiliste va chercher de l'aide dans une maison voisine. Il est trois heures du matin. Le propriétaire l'accueille un fusil à la main. L'automobiliste est grièvement blessé au ventre.

— 24 août 1978 : deux jeunes garçons de 13 ans tentent de pénétrer dans un immeuble, à Florange (Moselle). Ils font du bruit et au moment où ils s'enfuient, un pâtissier leur tire dessus avec une carabine. L'un d'eux est tué.

## Indulgence pour les bavures

C'est bel et bien cet état d'esprit qui domine la démarche de l'association et qui détermine l'ensemble de ses positions. Bien sûr, M. Romerio ne va pas jusqu'à soutenir la création de milices privées. Même, il est «contre» énergiquement. Mais la nuance n'est que de forme et non de fond : défendez-vous individuellement, mais pas collectivement...

«La France a peur». Et pour les «peureux», M. Romerio se sent plein d'indulgence. Les bavures ? Le retraité qui envoie une décharge de chevrotine sur un enfant venu récupérer un ballon dans sa cour ? «Nous regrettons beaucoup, naturellement. Mais ce n'étaient pas des gens qui ont tué pour voler ou par sadisme ou par méchanceté. C'est la malchance, l'individu confronté tout à coup à une situation qu'il n'est pas, soit physiquement,

soit intellectuellement, soit moralement, en état de supporter. C'est un accident comme un accident d'auto. Ces gens-là, on peut leur pardonner.»

Et les bavures de la police, sont-elles aussi le fait de «peureux» ? L'affaire de la rue du Château des Rentiers, la fusillade de Saint-Mandé : des «accidents bêtes» et «rares» où le policier ne fait preuve «d'aucun potentiel criminel.» Il faut savoir que M<sup>e</sup> Garaud, avocat de Legras, est aussi celui du brigadier Marchaudon. A l'époque de cette affaire (novembre 1977), la Fédération professionnelle de la police appelait au soutien de Marchaudon, en s'adressant à tous les «honnêtes citoyens». C'est aux mêmes que s'adresse «Légitime Défense», directement issue du Comité de soutien à Marchaudon. Un des vice-présidents de l'association n'est autre que Claude Aupéix, président de la Fédération professionnelle indépendante de la police.

## LUTTES OUVRIERES

Pierre Bénite (Rhône)

## PCUK DOIT CEDER !

Plusieurs centaines de travailleurs de PCUK, de la chimie, des cheminots et des boîtes de la localité étaient rassemblés devant l'usine jeudi matin où fut annoncée une journée d'action lundi pour les 1 500 travailleurs de la chimie et des 32 usines PCUK dans toute la France. Vendredi onze délégués étaient cités en référés pour «entrave à la liberté du travail». Le jugement sera rendu mardi. L'inspection du travail a dressé un procès-verbal contre PCUK pour infraction au code du travail, considérant que «les consignes de production ne garantissent pas la sécurité du personnel». La grève illimitée des 1 500 travailleurs de PCUK continue. A 16 heures lundi un meeting devrait faire le point et prendre des initiatives.

Le lendemain de la fuite d'acroléine, à une réunion de quartier, les discussions étaient animées. Pour certains «il faut interdire l'acro, mieux vaut deux cents chômeurs vivants que 1 000 morts». D'autres rappelaient légitimement le problème de l'emploi dans des communes déjà touchées. Le PCF renchérisait : «il ne faut pas faire le jeu de PCUK». L'unanimité se faisait alors sur le fait de la non-remise en route de l'acroléine dans les conditions actuelles. L'accident technique de dimanche et la décision du préfet entraînaient sa suspension. Mais jusqu'à quand ?

Pour beaucoup de travailleurs de PCUK, une fois la grève finie, la direction va vouloir redémarrer à pleine puissance, cent tonnes ou plus par jour «jusqu'au prochain nuage» comme disait un travailleur.

Les habitants du quartier d'Oullins s'interrogent : «Qu'est-ce que l'acroléine ? Est-elle nécessaire ?»

A l'aide de la presse, PCUK et le gouvernement tentent de minimiser les risques et cherchent à dramatiser. Pourtant aucune recherche scientifique ou médicale n'est faite, et la production d'acroléine a doublé !

PCUK reconnaît pour la première fois que c'est une

installation très rentable. Si elle a désigné un «lampiste», c'est pour «se blanchir vis-à-vis de la population et lui permettre de faire redémarrer l'acroléine dans les plus brefs délais, sans lui apporter des modifications de sécurité», estiment les syndicats.

Alors que faire ? Créer un comité de lutte pour la santé, la sécurité et l'emploi, comme le propose la CFDT, afin d'obtenir un suivi médical gratuit, l'interdiction du transport d'acroléine, et aider les habitants à s'organiser, cela est nécessaire. Mais faut-il laisser aussi 250 tonnes d'acroléine en zone urbaine ?

Le CHS propose d'enterrer les stocks. PCUK refuse prétextant que c'est du luxe !

Faut-il en demandant l'arrêt de l'acroléine accepter le chantage à l'emploi ?

Ni pollution, ni chômage, c'est sur ce point que l'unité populaire doit se construire.

Pour la CGT, dans une interview au *Quotidien du Peuple*, un responsable affirmait : «Pour nous l'acroléine ne fait pas partie du

cadre de vie, ni du style du pays. Ce n'est pas dénaturer le pays que d'enlever l'acroléine à Pierre-Bénite. Mais on n'a pas à choisir les victimes, donc ce n'est pas un transfert ailleurs qu'il faut mais mettre les moyens de sécurité ici, et partout où elle est fabriquée stockée, transportée». Ces propos sont nettement différents de ceux tenus dans un tract CGT, il y a 15 jours où l'amalgame était pratiqué : demander l'arrêt de l'acro aboutissait à demander l'arrêt de l'usine !

Cette fois-ci le responsable CGT indiquait : «Nous sommes favorables à la création d'un complexe methionine (qui ne présente pas de risques NDLR) mais devant prendre en compte le problème de l'emploi, de recyclage du personnel etc.»

Quant à la CFDT de PCUK sa position est claire : «Il faut s'opposer par tous les moyens au redémarrage de cette fabrication, tant que la maîtrise technique du processus n'est pas assurée et tant que la sécurité des travailleurs et de la population sera jugée insuffisante».

La CFDT demande des négociations pour que PCUK «crée des emplois nouveaux sur le site pour fabriquer des produits utiles et non polluants».

Le débat sur cette ques-

tion est ouvert, il doit être poursuivi avec les travailleurs de PCUK et tous ceux des localités environnantes.

Correspondant

## Après l'acroléine, le vynil !

Jamais deux sans trois : après l'acroléine, le chlorure de vynil, à quand le troisième accident et la catastrophe ?

Vendredi à Rhône-Poulenc Polymère à Saint-Fons, un incendie a éclaté dans un réacteur de polymérisation. Les cuves de chlorure de vynil, initialement de 12 mètres cubes ont été remplacées par des cuves de 48 mètres cubes, et la durée de la réaction chimique raccourcie. Un échauffement de la réaction a brusquement provoqué son emballement. Un joint de circuit de sécurité d'où s'échappe le chlorure de vynil a cédé, et une étincelle a jailli : une torchère de 10 mètres de haut s'est alors produite. Toute l'usine a été évacuée, l'autoroute et la voie ferrée bloquées.

En deux ans, cinq accidents se sont produits dans cette unité. Aucune modification n'a été introduite depuis, et la production s'est intensifiée. Rappelons que le chlorure de vynil est à l'origine de cancers du foie, qu'il explose à plus de 6 % dans l'air, et qu'il est produit alors que l'on ne maîtrise absolument pas les réactions de ce produit. Survenant après la fuite d'acroléine de Pierre-Bénite, il est urgent de faire reculer les trusts de la chimie pour imposer toute la sécurité.

## INTERNATIONAL

## Nouveau prêt de 550 millions de dollars au Zaïre

Les pays occidentaux qui ont déjà participé au financement de la reconstruction de l'économie du Zaïre, depuis l'invasion de la province du Shaba au printemps dernier, se rencontreront à Bruxelles le mois prochain pour envisager d'accorder une nouvelle assistance financière par un prêt de 500 millions de dollars destiné principalement à couvrir les besoins du commerce extérieur zaïrois. La production de cuivre, richesse principale du pays devrait augmenter le mois prochain, quand les travaux de construction du chemin de fer de Benguela, qui permettra d'exporter le minerai à travers l'Angola, seront terminés. Cette voie est devenue accessible au Zaïre depuis sa réconciliation avec l'Angola.

## Mali : réunion de la C.E.A.O.

Les six Etats regroupés dans la Communauté Economique de l'Afrique de l'Ouest se sont réunis vendredi à Bamako pour le 4<sup>e</sup> sommet de cette organisation. Ils ont décidé la création d'un fonds de solidarité et d'investissement pour le développement économique de la communauté. Selon certaines informations, le sommet aurait également permis une rencontre entre le ministre de l'Information de la RASD et la délégation mauritanienne sous les auspices du secrétaire général de l'OUA.

## OPEP : concertations entre l'Arabie Saoudite et le Vénézuéla

Le ministre saoudien du Pétrole s'est rendu à Caracas, pour y préparer avec son homologue vénézuélien le prochain sommet de l'OPEP qui se tiendra à la mi-décembre. Deux questions sont à l'ordre du jour pour les pays exportateurs de pétrole : d'abord la hausse du prix du brut rendue nécessaire par la forte baisse du dollar ; ensuite, liée au même phénomène, l'abandon du dollar dans les transactions pétrolières, ce dernier pouvant être remplacé par un panier de monnaies.

## Nantes

## LUTTE CONTRE UNE SAISIE SUR FOND DE BASSES MANOEUVRES

Encore une saisie, cette fois à Nantes. C'est le mythe de la dette honteuse, le désespoir et les pressions morales de toutes sortes qui enferment les familles saisies de leur bien dans le silence. Mais pour cette famille là ce sera différent : si les tortures morales restent, le désespoir et la honte se sont écroulés au profit de la lutte. Martine, un enfant, séparée de son mari depuis avril dernier est poursuivie par les créanciers pour des dettes qui ne la concernent pas.

Cette affaire, dans la lutte qu'elle a déclenchée soulève des problèmes de tous ordres, elle devra faire face également à un nombre indéfini de saisies sur un nombre pourtant limité de dettes.

L'histoire est simple : en réponse à l'appel lancé par la bourgeoisie sur la création d'entreprises, sur le «mythe de la réussite», un ouvrier s'est mis à son compte. Aujourd'hui, Martine, sous les effets du régime de la communauté, fait les frais des échecs de son mari. Elle est salariée de la fonction publique, elle n'a collaboré en rien dans le financement de cette affaire. Pourtant une somme phénoménale de cotisations de toutes sortes, URSSAF, mutuelle, assurance vieillesse, non payées par l'artisan, font qu'aujourd'hui des créanciers en nombre tout aussi phénoménal montrent les dents à l'adresse indiquée, ne voyant que leur profit, se bousculant lamentablement pour mordre dans un gâteau qui n'est en fait qu'une tartelette. Non

contents de s'arracher des biens qui ne leur reviennent pas, ils se permettent de saisir pour quelques centaines de francs la quasi totalité d'un mobilier qui en vaut le triple.

## DENONCER L'ARBITRAIRE

Refusant cet arbitraire, et dans la volonté de remettre en cause le pouvoir qu'ont les créanciers sur le faible niveau de vie des familles populaires, un comité de soutien s'est organisé autour de Martine.

De nombreux axes de lutte sont dégagés :

Denoncer les injustices que permet juridiquement le régime de la communauté : 80 à 90 % des personnes saisies sont des femmes qui font les frais de ce régime.

Denoncer les exactions que peuvent réaliser les créanciers sur les salaires, se payant au triple ou au centuple de leur rapacité.

Denoncer l'arbitraire que ces créanciers peuvent se permettre pour rembourse-

ment des dettes, portes forcées pour inventaire, avis de vente et de saisie sans possibilité d'appel.

Denoncer de façon globale la législation sur les saisies.

Mais dans l'immédiat, c'est pour mobiliser autour de Martine en engageant la lutte contre ces saisies que s'est constitué le comité. Ce comité de soutien outre de nombreux amis et collègues de Martine, est composé d'organisations locales et nationales.

## L'AUTRE ARBITRAIRE

Parmi ces dernières, le PCF, qui ne s'est pas trop gêné pour imposer son propre arbitraire dans le comité, prenant la parole par dessus tout le monde, se présentant comme «l'interlocuteur privilégié» ayant réponse à tout et à tout le monde, n'offrant que deux types d'actions : signer une pétition, obtenir contre la saisie la venue d'un élu municipal.

L'adjoint au maire, que ces messieurs se sont offert de contacter comme un «tuyau», est au PCF. Accessoirement il leur semble utile qu'il y ait une mobilisation importante sur le terrain. Gageons que ce ne soit que pour appuyer leur élu.

## MAIS OU MENE LE «TUYAU» ?

Cet «élu» est plus avan-

cé dans le but de court-circuiter l'action à court terme que de renforcer la lutte à long terme. D'ailleurs, une phrase lancée par un de ses représentants reflète bien cette volonté de récupération et de destruction de la lutte : «Ce qu'il nous faut c'est un élu avec une écharpe bleu blanc-rouge qui arrêtera net la saisie et qu'on n'en parle plus...»

Mais en réponse, les gens ne l'entendaient pas de cette oreille. Ainsi, une personne : «Nous n'avons qu'à tous venir avec une écharpe tricolore !»

En fait, les gens au nombre de plus d'une soixantaine ce soir-là, semblaient en avoir assez de ces constats qui ne mènent qu'à des négociations officielles ou autres subterfuges. Et si les choses ne sont pas encore bien dites il y a comme un malaise devant le comportement et les propositions réformistes de certains, que la peur d'un débat houleux n'a pas encore permis de faire éclater.

En attendant, la mobilisation s'organise, des commissions se sont formées, réponses de lettres aux organismes concernés, popularisation sur le quartier, commissions où presque tous les gens participent.

Corr. NANTES

# UN PRIX NOBEL POUR QUELLE PAIX ?

● L'annonce de l'attribution du Prix Nobel de la paix à Sadate et Begin est survenue alors que les négociations égypto-israéliennes traversent de sérieuses difficultés.

Vendredi, le chef de la délégation égyptienne était rappelé en consultation au Caire. Cette déci-

Ainsi, c'est celui qui proclamait jeudi soir «le droit imprescriptible de la nation juive à s'établir dans n'importe quel point d'Israël, en Cisjordanie comme à Gaza» qui est récompensé pour ses «efforts pour parvenir à l'avènement de la paix, le chef de l'Etat sioniste dont les visées expansionnistes lui font refuser de restituer les territoires occupés et de reconnaître le droit à l'existence du peuple palestinien et constituent une grave menace pour les pays arabes voisins. Begin, l'ancien chef de l'Irgoun, groupe terroriste sioniste, est responsable du massacre de Deir Yassine le 9 avril 1948, où il assassina avec ses complices 250 civils, des femmes et des enfants pour la plupart ; voici pour le lauréat du prix Nobel de la paix 78. On serait tenté de faire le rapprochement avec un précédent lauréat : Kissinger, mais le parallèle s'arrêterait à la

personnalité du deuxième protagoniste : Sadate ; car en effet, si en 1973 l'agresseur Kissinger et l'agressé Le Duc Tho avaient été couronnés ensemble, le lauréat vietnamien n'avait pas voulu de ce prix partagé avec le représentant de l'impérialisme US. Sadate, pour sa part, n'est pas à une compromission près, il a choisi la capitulation avec l'ennemi sioniste, alors pourquoi ne pas partager le Nobel avec lui ?

Les réactions hostiles à cette attribution ont été nombreuses dans le monde ; le porte-parole de l'OLP à l'ONU a qualifié les deux lauréats de «fascistes au sombre passé» et a déclaré que l'attribution du prix «est une nouvelle tentative américaine pour donner aux accords de Camp David une chance de réussir en vue d'annihiler le peuple palestinien», les maires de Cisjordanie ont exprimé «leur stupéfaction». Le secrétaire gé-

néral des Nations Unies s'est refusé à tout commentaire, tandis qu'Olof Palme, ancien premier ministre suédois déclarait : «On eût pu espérer une solution du problème palestinien avant l'attribution du prix».

Les négociations égypto-israéliennes à Washington traversent de sérieuses difficultés depuis l'annonce de Begin d'étendre les colonies de peuplement dans les territoires occupés. C'est à la suite de cette décision que le chef de la délégation égyptienne a été rappelé au Caire vendredi, tandis que Moshe Dayan déclarait au secrétaire d'Etat américain qu'il «existe des points de divergence importants entre les amendements au projet de traité formulés par Israël et l'Egypte».

Le nœud du désaccord porte précisément sur la poursuite des colonies de peuplement en Cisjordanie et dans la bande de Gaza, que l'Etat sioniste entend poursuivre. Les Américains protestent en opposant qu'Israël s'était engagé à cesser cette politique pendant 3 mois, ce qui n'est pas une critique sur le fond ; les Américains craignent à court terme que cette intransigeance d'Israël remette en cause l'ensemble des accords de Camp David.

L'Egypte pour sa part voudrait d'une manière ou d'une autre que l'on mentionne dans les accords israélo-égyptiens le règlement de la Cisjordanie. S'ils ne parviennent pas à obtenir satisfaction sur ce point, l'accord de Camp David aurait vraiment l'air de ce qu'il est, une paix séparée entre Israël et l'Egypte et qui ne tient aucun compte de la question principale au Moyen-Orient : celle du droit à une patrie pour le peuple palestinien.

Franc Rousset

## Six heures pour la Chine à Lille

Vendredi soir, la salle Saint-Sauveur était pleine pour les «Six heures pour la Chine» organisées par l'ASEG, l'AGEG, le PCML et le PCR ml.

La séance commença par un témoignage d'Alain Castan, du PCML, qui s'est rendu en Chine ces dernières semaines. Il a ainsi évoqué comment la Chine, pays du Tiers-Monde, qui fut un pays semi-féodal dominé par l'impérialisme, se trouve aujourd'hui confronté à la nécessité d'édifier un puissant Etat socialiste moderne avant la fin du siècle.

Ensuite Fabien Vaudois, membre de la délégation du Quotidien du Peuple qui s'est rendue en Chine en août 1977, évoque en particulier l'expérience avancée de Taking dans l'édification du socialisme.

Après une pause pendant laquelle chacun a pu regarder une exposition et parcourir les différents stands, la soirée continua par une intervention centrale qui resitua la politique de la Chine dans le contexte international et qui rappela la théorie des trois mondes.

Au cours du débat qui suivit, plusieurs questions furent abordées : qu'est-ce que signifie pour la Chine l'objectif de devenir un puissant Etat socialiste moderne et quel rapport cela entretient avec la lutte des classes ; la polémique lancée contre le PCC par le PTA et la rupture de l'aide économique ; les syndicats en Chine... De l'avis des participants, le débat fut intéressant mais ont regretté qu'il soit trop court.

La soirée devait se terminer par la projection du film «Les pionniers».

## TCHÉCOSLOVAQUIE : LES AUTORITÉS DÉCIDÉES A EMPÊCHER TOUT CONTACT ENTRE LA CHARTE ET LE KOR

Les autorités tchécoslovaques sont inquiètes de la collaboration amorcée entre les dissidents de la Charte 77 et ceux du comité d'autodéfense ouvrière polonais (KOR). C'est ce que vient de révéler un dissident tchèque, exilé à Vienne, indiquant que «Prague a envoyé récemment un haut responsable du Parti à Varsovie pour persuader le régime polonais d'adopter une politique plus dur à l'égard des dissidents en Pologne.»

## LUTTES OUVRIÈRES

### Vénissieux

## LA LUTTE SE PRÉPARE A LA SNAV

● Renault fait le ménage : sa filiale SNAV vient d'être vendue un franc à Fauvet-Regirel. En échange, d'après un document remis aux délégués vendredi, la SNAV doit licencier 200 «indirects» (bureaux, ETDA, mais aussi ouvriers d'entretien, magasiniers, etc...) et supprimer le secteur portes grues. Coup classique de la restructuration dans cette branche : face aux concurrents dominés soit par Alsthom, soit par Empain-Schneider, un groupe SNAV intégré à Regirel aurait plus de poids !

Mardi dernier, à la suite d'un débrayage des mensuels pour réclamer la direction lâche : «Le chauffage ce n'est rien, vous allez voir ce qui vous attend».

La discussion révèle alors que les menaces de dépôt de bilan sont réelles. Car il est prévu des conditions suspensives à la vente, à savoir que le passif soit épongé (déficit de 25 millions de francs), que des crédits équivalents soient débouqués, et que les «improductifs» soient supprimés.

Aussitôt dans les ateliers des roulantes se forment, au bruit des tambours et des bidons, le travail s'arrête, un cahier de revendications est déposé exigeant la garantie de l'emploi et 165 francs d'augmentation ! La direction lâche 46 francs !

Un meeting prévu initialement par l'intersyndicale dans un sens d'explication pour permettre à l'action de démarrer se transforme à cause de la CGT en un appel d'empêcher les travailleurs de sortir ou d'entrer dans l'usine et aucune perspective n'est offerte. Ce qui provoque un cafouillage entre l'équipe du matin et celle du soir. Episode humoristique : des cadres apeurés se sauvent par les fenêtres...

Depuis le travail a repris, mais la situation est complexe : attendre ou passer à l'action ?

Raymond Barre, parlant à Lyon, une manifestation de la SNAV était prévue en détail pour l'intersyndicale. Une magouille du PCF dans la CGT annule la manifestation «pour ne pas détruire le potentiel de mobilisation». En réalité,

c'était pour ne pas noyer dans un cortège combatif de la SNAV, la quarantaine d'élus PCF venus là pour l'habituelle opération publicitaire ! De plus la CGT ne veut pas convoquer un CE sous prétexte que ça va précipiter les licenciements. Autant attendre le bon vouloir des patrons pour engager la lutte ! Elle préconise le maintien dans le groupe Renault «selon le moyen de garder l'emploi». Comme si les licenciements n'ont pas été décidés par Renault !

Aujourd'hui, le débat est ouvert. Et les idées qu'il faut continuer après mardi qu'il ne faut pas trop attendre sont nombreuses et suscitent des interrogations. Elles révèlent la combativité des travailleurs. Mais des hésitations demeurent, toutes les conditions ne sont pas remplies et il faut construire la grève et l'occupation. C'est le sens des réunions-débats qui se mettent en place et des explications en profondeur données par l'intersyndicale.

A la SNAV la lutte se prépare !

Correspondance

## Solidarité des grévistes de la centrale de Richemont

La direction de la centrale de Richemont comptait sur un étiolement de la lutte contre les 200 licenciements mais, au bout de 11 jours, elle doit se rendre à l'évidence. Les grévistes sont toujours aussi nombreux et déterminés. Ils maintiennent en permanence un piquet devant l'entrée de l'usine, où, dans la journée, leurs femmes et leurs enfants viennent les rejoindre. «Vous pouvez continuer tant que vous voulez, nous ne nous gênons pas», laissait entendre la direction aux grévistes.

Mais ces paroles, destinées à saper la lutte, allaient bien vite être démenties par la réalité.

Dès jeudi dernier, le tribunal des référés de Thionville ordonnait l'expulsion des grévistes (qui en fait n'occupaient pas la centrale mais seulement le parking) et la libre circulation des personnes. Fort de ce jugement, dès 14 heures, le directeur de la centrale à la tête d'un groupe de 72 non-grévistes (essentiellement des cadres et des employés de bureaux) pénétraient dans l'usine en ouvrant une brèche dans le grillage d'enceinte. Ils occupaient la salle de dispatching (salle

des commandes), leur but : faire redémarrer la production, réduite au minimum. En effet, jusque là, seuls quelques agents réquisitionnés assuraient la sécurité. Trois délégués CFDT qui se trouvaient près des agents réquisitionnés furent séquestrés. Ce n'est qu'en soirée, qu'ils furent libérés. Suite à cette intervention de la direction, les grévistes décidaient le lendemain matin d'occuper leur lieu de travail pour empêcher toute nouvelle tentative de la direction de faire redémarrer la production. C'est environ 80 travailleurs de l'exploitation qui depuis vendredi occupent en permanence leur lieu de travail, leurs camarades des autres services maintenant un piquet à l'entrée de la centrale. La direction était bien décidée à ne pas rester sur un échec ; dès le vendredi, les grévistes de l'«exploitation» qui participaient à l'occupation recevaient à la maison, des lettres de mise à pied. De nouvelles procédures judiciaires étaient engagées à l'encontre des délégués CFDT, ceci pour permettre ensuite à la direction de saisir l'inspection du travail des demandes de licenciements. Le

syndicat CFDT des Métaux de Moselle décidait alors de riposter en mobilisant les autres usines du coin. Des prises de paroles étaient faites à la SAFE, Gandrange-Rombas dès vendredi matin.

A 14 heures, un meeting était organisé devant la centrale pour venir soutenir leurs camarades de Richemont. Il y avait là des délégations de Gandrange-Rombas, Soloci, Sotra Comet, etc., et des femmes de grévistes. En tout, un peu plus de 200 personnes.

A la suite des interventions des responsables CFDT dénonçant les agissements de la direction, tout le monde entraînait en manifestation dans l'enceinte de l'usine au cri de «Travailleurs qui ! Chômeurs non !», «Non à la répression syndicale». La manifestation se dirigeait vers les bureaux, seul service non-gréviste. La direction avait enfermé à clef les employés dans les bureaux. C'est donc de l'extérieur qu'un responsable CFDT s'adressa aux employés pour les inviter à se joindre à la grève. Tout le monde repartit en manifestation vers la centrale.

Corr. Thionville

## IRAN : NOUVEL ESSOR DE LA LUTTE

- La grève reprend à la raffinerie d'Abadan
- Rencontre des chefs de l'opposition religieuse

Lundi, en fin de matinée, on apprenait, de source proche de l'opposition iranienne, que le gouverneur de la province d'Azerbaïdjan avait été victime d'un attentat samedi.

La lutte populaire connaît de nouveaux développements en Iran. La raffinerie d'Abadan est de nouveau bloquée par la grève. La grève des employés des administrations se poursuit depuis un mois causant une paralysie presque totale des services publics. Samedi, des manifestations ont touché trente-sept villes du pays. Selon la presse iranienne, huit manifestants ont été assassinés samedi par les forces de police.

Les manifestations ont gagné Téhéran. Samedi, des commerçants ont fermé leur boutique. Le gouvernement ayant annoncé la réouverture de l'université pour tenter de «calmer

les esprits», dès sa réouverture, dimanche, 15 000 étudiants et enseignants ont occupé l'université et manifesté dans les abords immédiats, à portée de blindés. A Mehed, le couvre-feu a été imposé dimanche soir ; les manifestations ont été interdites à Ahwaz, centre pétrolier proche d'Abadan.

Le mouvement qui se poursuit compromet les espoirs du Shah de parvenir à une solution de compromis, notamment en s'appuyant sur une partie de l'opposition.

Une rencontre des chefs religieux chiïtes a eu lieu en présence de l'Ayatollah Khomeiny dans la banlieue

parisienne, pour coordonner le mouvement. L'Ayatollah a lancé un nouvel appel à la « poursuite de la lutte » jusqu'au renversement du régime. Il a invité « les chefs de l'armée à s'unir avec le peuple pour mettre fin à l'exploitation des richesses par le Shah et les criminels internationaux ». Des tentatives de conciliation ont été tentées par le Docteur Karim Sandjabi, dirigeant du Front national, qui comptait amener Khomeiny à composer avec le régime. Ces tentatives semblent vouées à l'échec. Le projet de l'opposition « modérée » serait de former un gouvernement dirigé par l'ancien premier ministre Ali

Amini. Ces manœuvres ont peu de chances d'aboutir, cependant qu'à Téhéran, le Shah tente de désamorcer la colère populaire en annonçant le limogeage de 34 officiers supérieurs de la SAVAK, la police politique.

L'Ayatollah Khomeiny, dans une interview à l'hebdomadaire *Newsweek*, a déclaré que jusqu'à présent, le mouvement populaire n'avait pris que la forme de manifestations, mais que si les choses continuaient ainsi, « nous pourrions envisager de donner la permission d'engager la lutte armée populaire ».

## LE GRAND HAPPENING DES JEUNES CENTRISTES

● Les jeunes centristes européens garderont un bon souvenir de leur soirée du 28 octobre. Sous le nom d'Eurofestival, leurs aînés, leur ont offert un fameux spectacle, avec pelemêle Chuch Berry, Raymond Barre, Lecanuet, La fanfare de Pithivers ; Barrot Martin Circus, Léo Tindemans, Pierre Douglas, et d'autres encore...

Curieux mélange que ce public composé d'un peu moins de 5 000 personnes dont plus d'un millier venus de l'étranger, et les autres de provinces pour l'essentiel. Il y avait là se qui forme l'ossature du CDS, organisateur du meeting, petits politiciens déjà parvenus, ou qui font tout pour y arriver. Il y avait là la base militante de ce qu'est le «centrisme» en France : professions libérales, commerçants,

quelques contremaitres aussi, venus du Nord. Et puis il y avait des jeunes, lycéens pour la plupart très peu politisés, mais animés à part égale d'une bonne dose d'anti-communisme et d'anti gaullisme.

Cette hétérogénéité s'est retrouvée dans le spectacle lui-même. Les politiciens se sont taillés un petit succès, à l'image de Barre et surtout de Lecanuet, tout freillant à l'idée de voir, qu'à coup de millions il pouvait réunir une petite foule. Il en était tellement ému qu'il n'a pas hésité à dire «qu'il y a 20 ans que j'attends cette minute», ou encore, parlait de l'Europe, que «les frontières ne sont plus que les cicatrices de l'histoire». Petit succès donc, mais bien en deça de celui de Pierre Douglas imitant Marchais, et surtout bien en deça de celui des musiciens.

Passons sur l'apparition surréaliste d'un groupe folklorique antillais dansant sous la bannière du parti populaire européen... Mais il y avait Chuch Berry, le «papa» du rock. Alors les cravates se sont desserrées l'ambiance a monté, et nos jeunes centristes se sont mis à danser. Pas au point de se mêler à la quelque centaine de rockers venus

tout exprès, quand même pas, mais enfin, il y avait de l'ambiance.

Galvanisés par un rocker venu d'outre atlantique, les jeunes «européens» se sont donnés à cœur joie, tandis que leurs aînés bedonnant sortaient la montre du gousset. Les cars sont partis en retard.

## La direction du MRG toujours en crise

Le Comité directeur du PS se réunissait ce week-end à Bordeaux. Le débat a été houleux, les minoritaires ont quitté la séance en claquant la porte. Crépeau, le responsable du MRG, les a sommés de choisir entre l'appartenance à la Fédération pour une Démocratie radicale et l'appartenance au MRG.

La direction du MRG s'est par ailleurs divisée sur la question de l'élargissement de la CEE. C'est le Congrès de Toulouse qui tranchera en janvier prochain sur ce dernier point.

## Journée Larzac samedi dernier



Samedi 28, des manifestations de soutien aux paysans du Larzac se sont déroulées dans plus de 75 villes de France. A Paris, plusieurs milliers de personnes se sont rassemblées devant le centre Beaubourg. Une «marche sur Paris» est prévue du 8 novembre au 2 décembre pour exiger l'abandon du projet d'extension du camp.

**CHRISTIAN HARBULOT LIBERE**  
Christian Harbulot en prison depuis près d'un an a été libéré jeudi soir. Il était accusé d'avoir tué Tramoni l'assassin du militant révolutionnaire Pierre Overney. Christian Harbulot est placé sous contrôle judiciaire.

**REQUISITION LEGALE**  
Le tribunal administratif de l'Essonne a donné raison au maire de Fleury-Mérogis (PCF) pour avoir réquisitionné un appartement vide afin de reloger une famille sans toit. On voudrait bien être sûr que l'argument «d'illégalité» généralement invoqué par les municipalités PCF pour ne pas user de ce droit ne fera plus partie de la panoplie de ce parti.

## ● Manifestation violemment réprimée au Pays Basque

Deux manifestations se sont déroulées samedi dernier à Bilbao (pays basque espagnol). L'une d'entre elles, appelée par le Parti nationaliste basque, le PSOE et le PCE, sur le thème : «Pour une Euskadi libre et en paix» a rassemblé plusieurs dizaines de milliers de personnes dans le centre-ville. L'objectif était de condamner l'action de l'ETA, qui revendique l'exécution de 11 policiers depuis le début du mois.

Une contre-manifestation était appelée par l'ETA dans la périphérie de la ville. L'intervention rapide de la police a empêché les quelque 5 000 manifestants de défilé. Ceux-ci se sont retranchés dans le vieux quartier de la ville, édifiant des barricades. A Saint-Sébastien, une manifestation de plusieurs centaines de personnes a également été réprimée par la police.

## ● Laos : Souphanouvong dénonce les rumeurs anti-chinoises

Au cours d'une déclaration faite à l'occasion du trente-septième anniversaire de l'indépendance du Laos le 12 octobre, le président de la République démocratique populaire du Laos, Souphanouvong, a dénoncé les méthodes très diverses utilisées par l'impérialisme contre le Laos. Il a notamment déclaré : «Ce qui est particulièrement grave, c'est que récemment, ils ont fait une nouvelle propagande, prétendant que la Chine était un nouvel appui des réfugiés lao et qu'elle attaquerait le Vietnam et, partant, le Laos... Cette rumeur est extrêmement perfide, sournoise et dangereuse. Elle vise à provoquer inquiétude et panique parmi les masses populaires pour qu'elles perdent confiance dans les principes politiques de notre pays, et à créer une division entre les peuples lao et chinois».

La rumeur à laquelle a fait allusion le président Souphanouvong est en fait d'origine soviétique.

## MOUVEMENT DE GREVE A LA TELE

Les grèves se poursuivent à la télévision. Lundi, la CFDT appelait à cesser le travail sur FR 3 pour protester contre l'attitude du directeur qui a exigé, dans le cadre du service minimum, que les agents de Strasbourg travaillent ainsi pour les journaux de TF 1 et Antenne 2.

Mardi, ce sont les agents de TDF qui sont appelés à la grève par la CFDT et la CGT et le 2 novembre le personnel des sept sociétés de télévision qui est appelé à la grève également par la CFDT et la CGT.

En toile de fond de ces grèves, la garantie de l'emploi et les conditions de travail.

## LES MARINS TOUJOURS EN GREVE

Les ports français sont toujours paralysés par la grève des marins. C'est pour exiger l'arrêt de l'embauche à bas prix de marins en provenance des pays du Tiers Monde que l'ensemble des équipages de bâtiments français sont en grève illimitée. Ils réclament le statut unique pour

tous les marins.

Lundi, une première réunion était prévue entre les armateurs et les syndicats de marins.

## GREVES A LA SNCF

Les syndicats CGT et CFDT ont appelé les travailleurs à se mobiliser pour la période allant du 3 au 10 novembre. C'est devant le refus de la direction de satisfaire les revendications déjà mises en avant lors des journées d'action de septembre que les syndicats appellent à de nouvelles journées par catégories.

## PDG BOMBEUR

Un PDG corse a été appréhendé vendredi. Il lui est reproché un attentat à la bombe contre... sa propre entreprise. Son geste avait été motivé par l'espoir de toucher le dédommagement par l'assurance...

## UN EBOUEUR ECRASE A NANCY

Un camion benne de la voirie de Nancy a écrasé contre un mur un éboueur jeudi. Une enquête devra éclaircir les circonstances de l'accident.